

**AFRISTAT**  
**11<sup>ème</sup> réunion du Comité de direction**  
Cotonou, 3-5 avril 2005

## **RAPPORT D'ACTIVITES 2004 DE LA DIRECTION GENERALE D'AFRISTAT**

### **SOMMAIRE**

<b>1 SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA DIRECTION GENERALE D'AFRISTAT AU 31 DECEMBRE 2004 .....</b>	<b>3</b>
1.1 PERSONNEL .....	3
1.2 LOCAUX ET EQUIPEMENTS.....	3
1.3 FINANCEMENT DES ACTIVITES.....	3
<b>2 ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL DE LA DIRECTION GENERALE..</b>	<b>5</b>
2.1 ORGANISATION DES REUNIONS STATUTAIRES D'AFRISTAT .....	5
2.2 RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA DIRECTION GENERALE.....	6
2.2.1 Reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT pour la période 2006-2015.....	6
2.2.2 Evaluation à mi-parcours du Programme Statistique Minimum Commun (PROSMIC).....	6
2.2.3 Base de données de consultants.....	6
2.2.4 Base de données des rapports et ordres de missions.....	6
2.2.5 Base de données du courrier.....	7
2.2.6 Formations reçues.....	7
2.3 COLLECTE DES DONNEES AUPRES DES SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX DES ETATS MEMBRES D'AFRISTAT.....	7
2.4 SITE INTERNET D'AFRISTAT ET MISE EN PLACE DE LA 2GLDB A AFRISTAT .....	8
2.4.1 Gestion du site Internet d'AFRISTAT .....	8
2.4.2 Gestion de la base de données socio-économiques de la Direction générale et de la Banque de données .....	8
2.5 PUBLICATIONS ET DOCUMENTATION .....	9
2.6 ENCADREMENT DES STAGIAIRES ET APPUI A LA PREPARATION AUX CONCOURS ITS/ISE.....	9
<b>3 APPUI AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX (SSN).....</b>	<b>11</b>
3.1 APPUI AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX DES ETATS MEMBRES.....	11
3.1.1 Appui à l'ENSEA.....	11
3.1.2 Appui à l'élaboration des comptes nationaux.....	11
3.1.3 Appui à l'amélioration des statistiques d'entreprises.....	13
3.1.4 Statistiques agricoles.....	14
3.1.5 Conjoncture et prévision économiques .....	14
3.1.6 Appui à la réalisation des enquêtes auprès des ménages et à la mise en place de systèmes d'information pour le suivi des DSRP/OMD et du marché du travail.....	16
3.1.7 Appui à la diffusion de l'information statistique.....	19
3.2 APPUI AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX D'ETATS NON MEMBRES D'AFRISTAT .....	20
3.2.1 Appui institutionnel .....	20
3.2.2 Comptabilité nationale et prix.....	20
3.2.3 Appui à la réalisation des enquêtes auprès des ménages et à la mise en place de systèmes d'information pour le suivi des DSRP et des OMD .....	21

<b>4</b>	<b>ETAT DE LA COOPERATION AVEC LES BAILLEURS DE FONDS ET PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS .....</b>	<b>22</b>
4.1	COOPERATION FRANÇAISE.....	22
4.1.1	<i>Fonds de solidarité prioritaire pour le renforcement des capacités statistiques</i> 22	
4.1.2	<i>Convention de prestations à bon de commande.....</i>	22
4.2	PARTENARIAT AVEC LA COMMISSION DE L'UEMOA.....	23
4.3	COOPERATION AVEC LE PNUD .....	23
4.4	APPUI DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL.....	24
4.5	FONDS DE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL DE LA BANQUE MONDIALE .....	24
4.6	PARTENARIAT ACBF/BIT/AFRISTAT : MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'AMELIORATION DES STATISTIQUES SUR LE MARCHE DU TRAVAIL .....	24
4.7	COOPERATION AVEC LA CEDEAO .....	24
4.8	INITIATIVE DE LA DIVISION DES STATISTIQUES DES NATIONS UNIES (DSNU) POUR LA REDACTION D'UN MANUEL D'ANALYSE DE LA PAUVRETE EN AFRIQUE.....	25
4.9	PARTENARIAT AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS ET ORGANISMES .....	25
	<b>ANNEXES.....</b>	<b>26</b>
	ANNEXE 1 : MISE EN ŒUVRE DU SCN93 DANS LES ETATS MEMBRES D'AFRISTAT EN 2004.....	26
	ANNEXE 2 : TABLEAU-RESUME DES REALISATIONS POUR 2004 .....	28

## **1 SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA DIRECTION GENERALE D'AFRISTAT AU 31 DECEMBRE 2004**

### **1.1 Personnel**

1. En 2004, AFRISTAT a disposé d'une équipe de seize experts (contre treize en 2003) dont cinq experts et un volontaire international de la Coopération française. En plus du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint, l'équipe technique était composée de trois comptables nationaux, d'un macro-économiste, d'un expert chargé du secteur productif, d'un expert en statistiques agricoles, d'un expert en analyse de la pauvreté, d'un expert en enquêtes auprès des ménages, d'un expert en statistiques sociales, de deux statisticiens informaticiens, de deux experts en systèmes d'information pour le suivi et évaluation des DSRP et des OMD et d'un expert en système d'information pour le suivi du marché du travail et de l'emploi. Les trois derniers ont été recrutés dans le cadre du Programme régional d'appui au suivi des DSRP et OMD dans les pays francophones d'Afrique au sud du Sahara (financement PNUD) et du Projet d'amélioration de la qualité des statistiques de l'emploi et la gestion du système d'information du marché du travail en Afrique (financement ACBF).
2. L'équipe technique était assistée par le personnel d'appui administratif et technique composé de 12 agents au 31 décembre 2004.

### **1.2 Locaux et équipements.**

3. En 2004, comme pour les années antérieures, la Direction générale a poursuivi l'amélioration de ses moyens de fonctionnement avec l'acquisition de nouveaux équipements bureautiques pour remplacer ceux devenus obsolètes (ordinateurs de bureaux, portables, imprimantes, serveur, photocopieurs et télécopieur) et d'un véhicule.
4. Les équipements informatiques ainsi libérés serviront d'outils de travail pour les stagiaires et ont permis d'équiper une salle bureautique connectée sur Internet de 5 micro-ordinateurs utilisables par les visiteurs (participants aux réunions) d'AFRISTAT.
5. L'accessibilité à Internet a été améliorée considérablement grâce à une liaison radio qui avait nécessité l'acquisition des équipements radio, d'un mât et des logiciels ad hoc en 2003. Depuis le mois d'avril 2004, la bande passante a été augmentée de 96 K à 128 K.

### **1.3 Financement des activités.**

6. Le budget de la Direction générale d'AFRISTAT en 2004, s'élevait à 700 304 640 FCFA contre 725 892 000 FCFA en 2003, soit une baisse de 3,65%.
7. En dépenses, le budget a été exécuté à 90,5%. Les recettes ont été réalisées à 109,0%. L'exécution du budget n'a pas connu de difficultés particulières.

Tableau 1 : Etat d'exécution du budget au 31 décembre 2004 (en FCFA)

<b>Rubriques</b>	<b>Prévision</b>	<b>Réalisation</b>	<b>Taux de réalisation en %</b>
<b>Dépenses</b>			
<b>Fonctionnement</b>	<b>594 305 310</b>	<b>537 687 668</b>	<b>90,5</b>
Charges de personnel	300 119 810	288 974 221	96,3
Fonctionnement courant	166 910 500	161 085 349	96,5
Réunions et missions	127 275 000	87 628 098	68,8
<b>Investissement</b>	<b>101 250 000</b>	<b>96 251 077</b>	<b>95,1</b>
<b>Divers et Imprévus</b>	<b>4 749 330</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dépenses Totales</b>	<b>700 304 640</b>	<b>633 938 745</b>	<b>90,5</b>
<b>Recettes</b>			
Dotation du Fonds AFRISTAT	550 644 179	550 644 179	100,0
Prestations de services (honoraires nets)	80 000 000	71 146 992	88,9
Remboursements des prêts du personnel	6 577 158	12 771 607	193,3
Autres produits (reliquat d'honoraires 2003)	53 083 303	106 369 696	200,4
Produits des placements financiers	10 000 000	22 513 704	225,1
<b>Recettes totales</b>	<b>700 304 640</b>	<b>763 386 178</b>	<b>109,0</b>

## **2 ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL DE LA DIRECTION GENERALE**

### **2.1 Organisation des réunions statutaires d'AFRISTAT**

8. Au cours de l'année 2004, les réunions statutaires d'AFRISTAT ont été normalement organisées. Outre les questions courantes de gestion de l'Observatoire, les réunions ont traité des sujets très importants découlant des recommandations de l'étude « *AFRISTAT après 2005* ». Il s'agit entre autres :

- de la reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT pour la période 2006-2015 : cette activité a été une préoccupation majeure en 2004 et sera, en 2005, une des actions-clés de la Direction générale. Le Conseil des Ministres d'avril 2004 y avait consacré une attention particulière. Les membres du Comité de direction d'AFRISTAT, réunis en leur 10<sup>ème</sup> session du 18 au 20 octobre 2004 à Nouakchott (Mauritanie), avaient emboîté le pas aux ministres et pris la résolution de sensibiliser les autorités compétentes de leurs gouvernements respectifs pour que les mesures soient prises en vue de libérer une grande partie de leurs contributions au cours de l'année 2005 ;
- de l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du PROSMIC : Cette étude a été réalisée par un consultant. Du rapport d'évaluation, il ressort une bonne exécution des activités dévolues à la Direction générale (activités régionales) et de certaines activités nationales relevant des INS lorsque le financement existait. La « comptabilité nationale », la « conjoncture économique », la « diffusion » et la « coordination statistique » ont été dans l'ordre les domaines ayant enregistré le plus de résultats positifs. A ces résultats positifs, le rapport fait état de quelques éléments négatifs qui limitent ou freinent la mise en œuvre de ce programme : (i) le décalage entre la période d'élaboration du PROSMIC et celle de la mise en place effective de l'Observatoire, (ii) l'insuffisance de mobilisation des financements en faveur des activités du PROSMIC et (iii) la faiblesse et la volatilité des ressources humaines dans les INS. Le rapport conclut que les objectifs visés par le programme restent pertinents et propose des éléments de réflexion pour l'élaboration d'un nouveau cadre de travail pour la période 2006-2010.
- des orientations stratégiques du Cadre stratégique de travail de la Direction générale pour la période 2006-2010 : parallèlement au rapport d'évaluation du PROSMIC, la Direction générale a proposé des axes stratégiques de travail pour la période 2006-2010. Le Comité de direction a approuvé les orientations proposées dans le rapport d'évaluation ainsi que les axes stratégiques suggérés par la Direction générale et a recommandé la définition d'orientations stratégiques du cadre de travail d'AFRISTAT pour la période 2006-2010. Ces orientations stratégiques seront soumises à l'adoption du Conseil des Ministres lors de sa prochaine session ;

- du projet de création d'un centre d'études et de recherche appliquée au sein d'AFRISTAT, fruit d'un partenariat entre DIAL et AFRISTAT : ce centre apportera sans aucun doute une valeur ajoutée au programme de renforcement des capacités d'analyse des experts d'AFRISTAT et de DIAL ainsi qu'au transfert des connaissances aux cadres nationaux.

## **2.2 Renforcement des capacités de la Direction générale**

### **2.2.1 Reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT pour la période 2006-2015**

9. La reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT pour la période 2006-2015 a constitué une des préoccupations principales de la Direction générale au cours de l'année 2004. En application des directives du Conseil des Ministres d'avril 2004, la Direction générale a entrepris une campagne de sensibilisation auprès des responsables d'institutions nationales et régionales à Ouagadougou (Burkina Faso), Lomé (Togo), Libreville (Gabon), Malabo (Guinée Equatoriale) et Yaoundé (Cameroun) entre le 18 juillet et le 14 août 2004.

10. A Lomé, la délégation a eu des entretiens avec des responsables de la Banque ouest-africaine pour le développement (BOAD). Ces entretiens avaient trait à la gestion du Fonds AFRISTAT pour la période 2006-2015. A Ouagadougou, la délégation a eu des entretiens avec le Président de la Commission de l'UEMOA.

### **2.2.2 Evaluation à mi-parcours du Programme Statistique Minimum Commun (PROSMIC)**

11. Conformément à une recommandation du Comité de direction d'octobre 2003, le PROSMIC a fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours<sup>1</sup>. Cette évaluation constitue un prélude à la préparation du cadre stratégique de travail de la Direction générale d'AFRISTAT pour la période 2006-2010.

### **2.2.3 Base de données de consultants**

12. La Direction générale a poursuivi le développement et l'alimentation de la base de données des consultants en recevant les curricula vitae de personnes qui souhaitent de faire partie du répertoire de consultants d'AFRISTAT. Grâce au formulaire de candidature accessible en ligne sur le site Internet d'AFRISTAT, la base de données comporte actuellement plus de 60 consultants potentiels avec une expertise confirmée dans divers domaines et mobilisable rapidement. En effet, ce répertoire se révèle comme un puissant outil de gestion de ressources humaines permettant à la Direction générale de faire face aux demandes des Etats membres ou des partenaires pour suppléer l'insuffisance de son effectif actuel et la non disponibilité de compétences locales.

### **2.2.4 Base de données des rapports et ordres de missions**

13. Destinée dans un premier temps à un usage interne, la base de données des rapports de mission mise en place en 2003 est entrée dans sa phase active. Ses fonctionnalités sont de gérer les ordres de mission par domaine et par source de financement. Le chargement des rapports de mission dans la base permet de disposer d'une base documentaire importante sur les actions menées en direction des Etats bénéficiaires et de fournir des informations de suivi aux personnes devant effectuer de

---

<sup>1</sup> Voir détail au paragraphe 9

nouvelles actions dans les pays. Enfin, un des objectifs de cette base réside dans la mise à disposition future des rapports à destination des Etats membres et des institutions qui en feront la demande sous réserve de l'accord des pays bénéficiaires des missions.

#### **2.2.5 Base de données du courrier**

14. Afin d'améliorer sa gestion courante et le suivi du courrier à l'arrivée et au départ, la Direction générale a développé un utilitaire spécialement conçu à cet effet. Les courriers sont enregistrés et il est possible de rechercher un courrier par destinataire, expéditeur, date, sujet, etc. Cet utilitaire facilite aussi le suivi des réponses. Il sera mis en service en janvier 2005.

#### **2.2.6 Formations reçues**

15. Au cours de l'année 2004, le personnel de la Direction générale a bénéficié de formations entrant dans le cadre de projets en cours ou de séminaires internationaux.

16. Ainsi, les experts statisticiens informaticiens et la documentaliste ont suivi une formation sur les techniques avancées de création et de gestion de site Internet. L'objectif de cette formation était d'appréhender les techniques de dynamisation des sites Internet par l'insertion de formulaires et de bases de données en ligne.

17. La documentaliste a participé à un séminaire de formation à Bamako sur la publication des bases de données documentaires WIN-CDS/ISIS sur Internet et CEDEROM, organisé par l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie et la Bibliothèque Nationale du Mali.

18. Un statisticien informaticien a suivi la formation des formateurs organisée par la BAD dans le cadre du programme PCI-Afrique sur le logiciel ICP-Toolpack. Cette formation permettra à AFRISTAT d'apporter une assistance au groupe de pays relevant de sa gestion selon le protocole d'accord conclu entre la BAD et AFRISTAT pour la réalisation du programme.

19. Deux experts d'AFRISTAT ont participé au séminaire de formation sur les outils d'amélioration du système informatique ERETES, aide à l'élaboration des comptes nationaux. La formation a été organisée à Libourne (France) par l'INSEE et le Ministère français des affaires étrangères. Les thèmes développés étaient centrés sur les nouvelles fonctionnalités améliorant le système informatique ERETES. La plupart des représentants des Etats utilisateurs du module ERETES ont pris part à ce séminaire.

### **2.3 Collecte des données auprès des systèmes statistiques nationaux des Etats membres d'AFRISTAT**

20. La Direction générale d'AFRISTAT mène deux types d'opérations de collecte d'informations auprès des systèmes statistiques nationaux. La première est l'enquête annuelle sur l'évolution des moyens humains et matériels des Instituts nationaux de statistique de ses Etats membres. Le questionnaire étant en cours de révision, elle n'a pas pu avoir lieu en 2004. La seconde opération de collecte porte sur les données statistiques structurelles et conjoncturelles. Celle-ci s'est poursuivie en 2004 après la révision du questionnaire en 2003.

21. Pour cette opération, des conventions de consultation nationale ont été signées avec les 16 directeurs d'INS ayant répondu à la proposition de désignation d'un consultant national. A travers de telles conventions, les directeurs des INS désignent des agents pour assurer la coordination et le recueil des informations ayant trait aux moyens des INS mais également aux données statistiques, structurelles et conjoncturelles de l'ensemble du SSN.

22. D'une manière générale, AFRISTAT éprouve d'énormes difficultés pour la collecte des données statistiques des SSN et ce, malgré la constitution du réseau de consultants nationaux. Au 31 décembre 2004, seuls 6 des 18 pays ont répondu aux questionnaires portant sur les données statistiques structurelles et conjoncturelles. Il s'agit du Cameroun, du Cap Vert, du Congo, du Niger, Sénégal et du Togo.

## **2.4 Site Internet d'AFRISTAT et mise en place de la 2gLDB à AFRISTAT**

### **2.4.1 Gestion du site Internet d'AFRISTAT**

23. L'amélioration du site de la Direction générale s'est poursuivie avec la mise en ligne d'une nouvelle page d'accueil qui offre une meilleure présentation et intègre en outre de nouvelles rubriques sur la lutte contre la pauvreté, les archives et les offres d'emplois. Parallèlement, des efforts importants ont été faits pour la mise en ligne des données statistiques dont le niveau de détail doit être arrêté avec les pays.

### **2.4.2 Gestion de la base de données socio-économiques de la Direction générale et de la Banque de données**

24. La base de données 2gLDB<sup>2</sup> continue d'être alimentée par les données conjoncturelle et aussi les indicateurs socio-économiques structurels clés des Etats membres d'AFRISTAT. L'actualisation de ces données structurelles n'est pas assurée régulièrement du fait des difficultés de collecte. Par contre, la mise à jour des données conjoncturelles les plus récentes dans la base de données se fait sans problème tous les vendredis.

25. Cette base de données servira aussi au démarrage des activités d'un projet pilote financé par le Fonds de Développement Institutionnel (FDI) de la Banque Mondiale pour la mise en place d'outils de suivi et évaluation des politiques de réduction de la pauvreté. L'accord de don a été notifié à AFRISTAT le 3 novembre 2004 par la Banque Mondiale. Les trois pays pilotes retenus sont : le Cameroun, le Gabon et la Mauritanie. Les activités permettront d'installer, à la Direction générale sur un nouveau serveur, la base de données 2gLDB et une banque de données d'enquêtes dite « Africa Databank ». Ces outils seront déployés, dans un premier temps, dans les pays pilotes puis dans les autres Etats membres d'AFRISTAT.

26. Fin décembre 2004, la Direction générale a procédé au recrutement, pour une période de trois mois, d'un consultant international chargé de l'analyse et de l'optimisation du flux d'information à AFRISTAT. Ces activités devraient démarrer avant fin février 2005.

---

<sup>2</sup> Live Database 2<sup>ème</sup> génération

## **2.5 Publications et documentation**

### **2.5.1 Publications**

27. Les activités de publication se sont poursuivies en 2004. Ainsi, la Direction générale a pu publier et diffuser les quatre numéros trimestriels de la Lettre d'AFRISTAT, le numéro 2 de AFRISTAT Newsletter et le règlement financier et comptable d'AFRISTAT.

28. AFRISTAT Newsletter est une publication qui retrace en anglais les activités de la Direction générale et l'actualité statistique intéressant les Etats d'Afrique subsaharienne ainsi que les partenaires au développement. Elle est diffusée par courrier électronique à plus de 250 destinataires. Elle est aussi disponible sur le site Internet.

29. Par ailleurs, une nouvelle plaquette bilingue (français/anglais) de présentation d'AFRISTAT a été élaborée au cours de l'année 2004 et largement diffusée.

### **2.5.2 Documentation**

30. Les travaux de traitement et de diffusion de l'information se sont poursuivis durant toute l'année au niveau du centre de documentation qui continue de recevoir régulièrement les publications statistiques des Etats membres d'AFRISTAT, de l'INSEE, d'EUROSTAT, du FMI, des Banques centrales et d'autres partenaires. Ces documents sont enregistrés dans la base de données bibliographique, AFRIST, avec le logiciel WINISIS. A ce jour, elle comporte 380 références.

31. La base de données « Rapmi » qui comporte les références des rapports de mission des experts de la Direction générale a connu une petite modification dans sa structure pour permettre de saisir le résumé des rapports. On compte 430 références.

32. La Direction générale continue à recevoir des périodiques qui font l'objet d'un bulletin des sommaires publié mensuellement à usage interne.

33. Le service de diffusion sélective de l'information se poursuit en interne et aussi par correspondance pour répondre à des demandes individuelles de certains instituts nationaux de statistique.

34. Par ailleurs, le centre de documentation d'AFRISTAT reçoit régulièrement la visite d'experts en mission à Bamako ou d'étudiants dans le cadre de recherches documentaires.

## **2.6 Encadrement des stagiaires et appui à la préparation aux concours ITS/ISE**

35. Comme par le passé, la Direction générale a enregistré un grand nombre de demandes de stage au cours de l'année 2004. Il s'agit de demandes de stages conventionnés des écoles africaines de statistique ou d'étudiants d'autres structures de formation (GPE, Universités, ENSEA ..). L'Observatoire a pu retenir deux élèves de l'ENSEA, deux du CERDI de Clermont-Ferrand, deux de l'Institut des hautes études en management de Bamako et un du CIRES dans le cadre de la formation en Gestion des Politiques Economiques d'Abidjan.

36. Sur financement de la coopération française, l'appui à la préparation des concours ITS/ISE s'est poursuivi au cours de l'année 2004. Sept pays ont été concernés par ce programme : le Centrafrique, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal et le Tchad. Les conditions de préparation étaient les mêmes que celles de l'année précédente sauf en Côte d'Ivoire où il s'agissait d'appuyer les Adjointes techniques professionnels à préparer le concours ITS-B Economie dans le but de permettre la promotion de cadres moyens du système statistique national. Un contrat de service a été signé entre AFRISTAT et les directeurs des INS des pays concernés et avec le Directeur de l'ENSEA pour la Côte d'Ivoire. Chacun des pays a élaboré un programme de formation qui a été mis en œuvre dans des conditions acceptables. Le tableau ci-dessous donne les résultats des pays concernés qui, globalement, s'améliorent d'année en année.

Tableau 2 : Résultats des concours d'entrée aux écoles de statistique

Résultats aux concours d'entrée dans les écoles de statistique							
Type de concours							
Années	Pays	ITS-B Eco	ITS-B Maths	ITS-A	ISE-Eco	ISE-Maths	Total
2002	Centrafrique		1	1			2
	Mali	1				1	2
	Sénégal			3			3
	Tchad		1	3			4
2003	Centrafrique			1			1
	Gabon			6	1		7
	Mali	1		2			3
	Mauritanie						
	Sénégal	1	3	4	1		9
	Tchad			4		1	5
2004	Centrafrique		1	1			2
	Gabon			2			2
	Mali		2	2			4
	Mauritanie			1			1
	Sénégal	1	1	3	1	2	8
	Tchad		1	4			5
	Côte d'Ivoire	3					3

### **3 APPUI AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX (SSN)**

37. Cette partie du rapport reprend les appuis apportés aux SSN des Etats membres et des Etats non membres conformément au plan de présentation du PROSMIC (Programme statistique minimum commun) au cours de l'année 2004. Dans la mesure du possible, l'impact de l'appui apporté au développement de la statistique des Etats membres sera souligné. L'intervention dans les Etats non membres se fait dans le cadre des partenariats avec le PNUD, la CEDEAO, le Ministère français des affaires étrangères, l'ACBF, la Banque mondiale et les autres partenaires.

#### **3.1 Appui aux systèmes statistiques nationaux des Etats membres**

##### **3.1.1 Appui à l'ENSEA**

38. A la demande de l'ENSEA (Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée) d'Abidjan, un cours de statistiques agricoles a été dispensé aux élèves ITS (ingénieur des travaux statistiques) en fin de cycle par l'expert en statistiques agricoles d'AFRISTAT. Ce cours a couvert les questions de concepts et définitions des statistiques agricoles, de méthodologies de collecte de données sur la production végétale en général et le maraîchage et les fruits en particulier et l'élevage avec un accent sur les nouveaux outils de collecte (télédétection, etc.).

##### **3.1.2 Appui à l'élaboration des comptes nationaux**

39. L'appui à la rénovation et à l'harmonisation des comptes nationaux des Etats membres, avec passage au SCN93, est un des objectifs poursuivis par AFRISTAT. Avec l'appui des partenaires, plusieurs Etats membres d'AFRISTAT ont pu s'engager dans cette voie.

40. La stratégie consiste à élaborer deux années de comptes : une année de base et une année courante avec un transfert de savoir-faire qui donne aux Etats membres la capacité à poursuivre de façon autonome leurs travaux de comptabilité nationale.

41. L'assistance qui leur est apportée devrait pouvoir assurer de façon régulière la publication d'une série de comptes nationaux portant sur les Tableaux des ressources et des emplois (TRE) à prix courant et à prix constant de l'année précédente, les comptes économiques intégrés, selon les exigences du SCN93.

42. L'assistance technique en comptabilité nationale aux Etats membres s'est réalisée grâce à divers appuis financiers. Il s'agit notamment de :

- Programme de mise en œuvre des plans d'amélioration des statistiques du Système général de diffusion des données (SGDD) du FMI, contrat signé entre AFRISTAT et le FMI ; ce programme a permis de poursuivre l'assistance technique amorcée dans le cadre du PARSTAT au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Togo et de relancer le programme d'appui en Mauritanie ;
- Projet PNUD/Togo de renforcement des capacités et de la bonne gouvernance qui a permis d'apporter une assistance technique au Togo ;

- Conventions de prestations signées avec les Services de coopération et d'action culturelle (SCAC) des ambassades de France à Libreville et à Nouakchott, qui ont permis la poursuite des travaux respectivement pour le Gabon et la Mauritanie.

43. L'état d'avancement de la rénovation des comptes nationaux et de la mise en œuvre du SCN93<sup>3</sup> dans les Etats membres d'AFRISTAT ayant bénéficié de l'appui d'AFRISTAT en 2004 se présente comme suit :

44. Au **Bénin**, les comptes de l'année de base 1999 sont déjà disponibles. L'assistance technique apportée cette année était consacrée aux travaux d'arbitrage des données de l'année courante 2000. Les travaux réalisés permettront de disposer des comptes de 2000 et d'envisager le rattrapage rapide des comptes définitifs des années 2001, 2002 et 2003 au cours de l'année 2005.

45. Au **Burkina Faso**, après l'achèvement de la première année de base (1999) en 2003, la première année courante 2000 a été achevée 2004. Le Burkina Faso dispose maintenant de deux années de comptes réalisés selon les concepts et définitions du SCN93 et avec le système ERETES. Il doit maintenant se concentrer sur le rattrapage rapide des comptes définitifs des années 2001, 2002 et 2003.

46. Au **Congo**, AFRISTAT a procédé à un diagnostic du système d'élaboration de comptes nationaux. Cette évaluation a porté sur l'analyse de l'existant en matière de données de base et de méthodologie d'élaboration des comptes. Elle devait permettre de lancer le traitement des sources de données, de programmer les travaux de rénovation des comptes nationaux en fonction des moyens financiers, matériels et humains disponibles. L'audit a révélé que les comptes nationaux du Congo sont encore élaborés selon le SCN68 (système de comptabilité nationale des Nations Unies 1968), la faiblesse des ressources humaines et matérielles de l'équipe de comptabilité nationale et la qualité peu satisfaisante des statistiques de base. Au vu de ce constat, des recommandations ont été formulées pour permettre, à moyen terme, l'adoption du SCN93 et l'élaboration d'une nouvelle année de base des comptes à l'aide de l'outil informatique ERETES avec l'appui d'AFRISTAT.

47. Au **Gabon**, les travaux sur l'année de base (2001) sont en cours. Actuellement, les travaux se situent en phase de pré-synthèse. Par ailleurs, une équipe de sept comptables nationaux gabonais a séjourné en voyage d'étude à Bamako du 1er au 8 mai 2004 pour suivre une formation à l'élaboration des équilibres ressources-emplois par produits et des comptes de branches.

48. Au **Mali**, les comptes des années 1997 et 1998 avaient été déjà élaborés. L'équipe des comptables nationaux, qui bénéficie de l'assistance technique d'AFRISTAT en continu, pourrait achever les comptes courants de 1999 au cours du premier trimestre 2005.

49. La **Mauritanie** avait bouclé son année de base de comptes (1998) courant 2001. Après une longue période sans assistance, les appuis apportés par AFRISTAT au cours de l'année 2004 ont permis de réaliser la synthèse sur la première année courante (1999) et de démarrer les travaux sur la

---

<sup>3</sup> Voir tableau en annexe 1

deuxième année courante (2000). Deux comptables nationaux mauritaniens ont séjourné à Bamako du 1<sup>er</sup> au 10 mai 2004 pour la réalisation de la synthèse.

50. Le **Niger** a achevé l'année de base (2000). L'élaboration des comptes de la première année courante (2001) a commencé en 2004. L'appui apporté par AFRISTAT a permis de faire le traitement de certaines données sources de la première année courante (2001).

51. Au **Togo**, la synthèse des comptes de l'année de base 2000 est réalisée. Les résultats disponibles comprennent un Tableau des ressources et des emplois (TRE), un Tableau des comptes économiques intégrés ainsi que les comptes de production croisant les branches d'activités et les secteurs institutionnels. L'étape suivante sera l'amorce des travaux de la première année courante 2001.

### **3.1.3 Appui à l'amélioration des statistiques d'entreprises**

52. Dans le domaine des statistiques des entreprises, les appuis aux INS ont porté sur l'élaboration des indices de la production industrielle (IPI), l'organisation des répertoires et le développement d'applications informatiques. Ces appuis ont été réalisés au **Bénin**, en **Côte d'Ivoire** et au **Togo** dans le cadre du Programme de mise en œuvre des plans d'amélioration inscrits au Système Général de Diffusion des Données du FMI, contrat signé entre AFRISTAT et le FMI. Ils l'ont été en **Mauritanie** et au **Tchad** grâce aux appuis financiers des SCAC de Nouakchott et de N'Djaména.

53. Au **Bénin**, l'assistance a porté sur l'évaluation des travaux menés dans le cadre de la migration de l'application informatique d'immatriculation des entreprises et de l'élaboration du répertoire des entreprises béninoises.

54. En **Côte d'Ivoire**, les travaux ont consisté en l'examen des développements réalisés par l'INS dans le cadre de la refonte de l'IPI et en l'évaluation de l'application informatique spécifique développée pour la saisie, le traitement et la diffusion des données de l'enquête IPI ainsi que pour le calcul de l'IPI proprement dit.

55. En **Mauritanie**, il s'agissait d'apporter un appui technique et organisationnel à la mise en place d'un système structuré de statistiques d'entreprises. De plus, les modes d'initialisation et d'administration du répertoire d'entreprises, noyau du futur système de statistiques d'entreprises ont été décrits.

56. Au **Tchad**, les travaux ont porté sur l'identification des sources d'information, l'apurement des données y figurant et la description de l'architecture de la base de données dans le cadre de l'élaboration d'un répertoire des entreprises.

57. Au **Togo**, l'assistance technique a porté sur le traitement des données et la diffusion des résultats du recensement des entreprises effectué en 2003. De plus, un appui a été apporté pour constituer l'échantillon d'entreprises à suivre pour calculer l'Indice harmonisé de la production industrielle.

58. Le programme de travail pour 2004 prévoyait le développement d'outils informatiques adaptables aux dispositifs des Etats membres dans les domaines du répertoire, du traitement des déclarations administratives (statistiques, fiscales, etc.) et des enquêtes. Une première ébauche d'un document

décrivant l'architecture générale d'un système structuré de statistiques d'entreprises a été rédigée sur la base du travail qui a été réalisé pour le compte de l'Office national de statistique de Mauritanie : son enrichissement méthodologique sera effectué en 2005.

59. S'agissant de l'outil de saisie et de traitement des déclarations statistiques et fiscales, le cahier détaillé des spécifications sera rédigé en 2005 avec l'appui de la Direction générale d'AFRISTAT. Le développement informatique fera l'objet d'un arbitrage entre une solution interne et le recours à un prestataire de services.

### **3.1.4 Statistiques agricoles**

60. Au **Bénin**, AFRISTAT a assisté le Service statistique du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche pour évaluer la qualité des données de l'enquête de statistique agricole, mettre en place un processus d'amélioration de la fiabilité du dispositif de production des données et élaborer un protocole de travail avec l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE). Des recommandations ont été formulées pour l'ensemble de ces domaines.

61. Au **Mali**, AFRISTAT a participé aux travaux préparatoires du lancement d'une enquête test sur les paramètres du troupeau initiée par le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Il a également appuyé le Bureau central du recensement de l'agriculture du Mali dans l'organisation de l'apurement des données de prévision de récoltes issues du recensement de l'agriculture. Cet appui a consisté en l'élaboration de spécifications de contrôle et l'écriture de programmes de contrôle et de correction des erreurs. Enfin, AFRISTAT a finalisé, avec la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI), le traitement et la rédaction du rapport final de l'enquête test sur l'estimation de la production maraîchère à Bamako.

62. En **Mauritanie**, AFRISTAT a apporté une assistance technique au ministère du développement rural et de l'environnement dans la préparation d'une enquête nationale sur le maraîchage. Cet appui a consisté à réaliser l'évaluation de l'enquête pilote, amender la méthodologie testée sur le terrain l'année précédente, notamment la méthode d'observation des superficies et de la production, finaliser les documents techniques (questionnaires, manuels) et élaborer un chronogramme des activités.

### **3.1.5 Conjoncture et prévision économiques**

63. En matière de conjoncture et de prévision économiques, la Direction générale a poursuivi les actions de formation à travers des séminaires. Par ailleurs, le suivi des statistiques des prix dans certains Etats a fait l'objet d'une attention particulière. AFRISTAT a également apporté sa contribution dans le cadre de l'élaboration d'un indice de la production industrielle des Etats membres de l'UEMOA.

#### **3.1.5.1 Suivi de la conjoncture et de la prévision économiques**

64. Quatre séminaires sur la conjoncture et la prévision économiques ont été organisés, deux en mars et octobre 2004 à Libreville regroupant les Etats d'Afrique centrale membres d'AFRISTAT et deux autres, en juin et en décembre 2004 à Bamako regroupant les Etats d'Afrique de l'Ouest. Ces quatre séminaires visaient un double objectif, à la fois pédagogique et opérationnel. Il s'agissait

d'exposer les résultats de chaque pays sur le suivi de la conjoncture et les prévisions économiques à court terme, ainsi que de poursuivre et d'approfondir les rapprochements tant du point de vue de la méthode de projection que des données exogènes utilisées.

65. Par ailleurs, AFRISTAT a assuré, en mars et avril 2004, à Abidjan, la deuxième session de formation des agents de la Direction de la conjoncture et de la prévision économique de Côte d'Ivoire aux techniques d'analyse économique.

66. Enfin, AFRISTAT a apporté des appuis au Cameroun et à la Mauritanie pour la refonte de leurs publications conjoncturelles respectives. Au Cameroun, un numéro 0 du bulletin de conjoncture a été produit. Le calendrier de diffusion des trois premiers numéros de ce bulletin et de publication de la note de conjoncture a été établi. En ce qui concerne la Mauritanie, un cadre de l'ONS a effectué une mission d'étude auprès de la Direction générale d'AFRISTAT au cours du mois de mai 2004 pour la mise en forme du bulletin de conjoncture qui sera publié par cette administration. En novembre 2004, le macro-économiste d'AFRISTAT a assisté, à Nouakchott, au séminaire de présentation officielle du bulletin de données conjoncturelles et a participé à la mise au point de la note de conjoncture-test. Celle-ci a été rédigée et diffusée. Les publications régulières prendront leur rythme attendu dès le début de l'année 2005.

### **3.1.5.2 Suivi des statistiques des prix à la consommation**

67. Au cours de l'année 2004, la Direction générale a poursuivi son appui aux Etats membres de l'UEMOA pour l'amélioration de leurs dispositifs de suivi des prix à la consommation. Le Gabon et la République de Guinée ont bénéficié du soutien technique d'AFRISTAT pour la rénovation de leurs indices des prix à la consommation.

68. La Direction générale continue de suivre régulièrement les indices des prix à la consommation produits par les Etats membres de l'UEMOA en collaboration avec la Commission de l'UEMOA.

69. AFRISTAT a apporté une assistance technique à la Direction nationale de la statistique (DNS) de **Guinée** dans la mise en œuvre de son projet d'amélioration de l'indice des prix à la consommation de Conakry. Il a notamment été procédé à la formation du personnel compétent de la DNS au logiciel CHAPO et à l'analyse des données ainsi qu'à l'élaboration de la publication mensuelle de l'indice des prix. La DNS a calculé, selon la nomenclature COICOP à 10 fonctions et lancé officiellement son nouvel indice amélioré en février 2004. La rénovation s'achèvera avec le calcul de nouveaux coefficients de pondération à partir des données de l'enquête intégrale sur le budget et la consommation des ménages réalisée en 2002 et le passage à la COICOP à 12 fonctions.

70. Le **Gabon** a projeté de mettre en place un nouvel indice de prix à consommation selon le dispositif harmonisé avec les autres pays de l'Afrique centrale. A cet effet, la Direction générale de la statistique et des études économiques (DGSEE) a réalisé en 2002 une enquête sur les dépenses des ménages de Libreville en vue de calculer les coefficients de pondération du nouvel indice. Les appuis techniques apportés au Gabon ont permis de rendre disponibles les résultats suivants : i) la structure des dépenses de consommation des ménages selon des nomenclatures d'analyse compatibles avec la COICOP à 12 fonctions ou à 10 fonctions, la structure la plus détaillée comprenant 120 postes et

530 variétés de produits ; ii) l'estimation des loyers fictifs et la valorisation de l'autoconsommation et des prélèvements sur stocks. Il faut de signaler que le calendrier régulier de ces activités avait été perturbé par la mobilisation du personnel technique de l'INS du Gabon en 2003 et en 2004 pour la réalisation d'un recensement général de la population.

### **3.1.6 Appui à la réalisation des enquêtes auprès des ménages et à la mise en place de systèmes d'information pour le suivi des DSRP/OMD et du marché du travail**

71. Les activités dans ce domaine ont été réalisées pour la plupart dans le cadre des projets associés financés par les partenaires au développement des statistiques. La mise en œuvre de ces différents projets permettent de développer une synergie des actions initiées en particulier dans le cadre du développement des systèmes d'information cohérents pour le suivi de la pauvreté.

#### **3.1.6.1 Enquêtes sur les dépenses des ménages**

##### **3.1.6.1.1 Poursuite de l'appui à la réalisation, traitement et analyse des enquêtes 1.2.3 dans les Etats membres de l'UEMOA**

72. Bien que la clôture contractuelle des opérations du PARSTAT soit intervenue le 31 décembre 2003, la Direction générale a poursuivi la réalisation de certains travaux inachevés à cette date, notamment les activités de la phase 3 des enquêtes 1-2-3. L'assistance technique a pu être financée sur la base du contrat de service entre le FMI et AFRISTAT dans le cadre des plans d'amélioration des méta données du SGDD alors que la collecte des données de la phase 3 a été supportée, au niveau national, par des conventions entre les INS et la coopération française (Bénin, Niger et Sénégal) ou la Banque mondiale (Burkina Faso et Mali).

73. Les travaux d'apurement des données de la phase 2 et de tabulation des résultats se sont poursuivis au cours de l'année 2004. Des allers-retours entre AFRISTAT, DIAL et les responsables des enquêtes dans les INS ont permis d'harmoniser les programmes de tabulation et la sortie des tableaux pour la rédaction et la validation des rapports nationaux.

74. Les rapports d'analyse des données régionales des phases 1 et 2 ainsi que la note méthodologique sur la prise en compte du secteur informel dans l'élaboration des comptes nationaux, ont été finalisés par AFRISTAT et transmis à la Commission de l'UEMOA conformément aux termes du contrat de subvention.

75. AFRISTAT, avec l'appui de DIAL, a en outre participé à la préparation et à l'animation de l'atelier de validation institutionnelle des résultats des enquêtes phases 1 et 2 à Ouagadougou du 8 au 10 septembre 2004 organisé par la Commission de l'UEMOA. Cette participation s'est traduite par la rédaction et la présentation de diverses communications, la contribution à la rédaction du rapport de l'atelier et le suivi des recommandations.

76. Concernant la phase 3, l'assistance technique a débuté en 2004 au Niger, ce qui a permis de proposer un plan d'échantillonnage et d'initier les premiers travaux pour le lancement de la collecte des données de cette étape (finalisation des documents méthodologiques, formation des agents enquêteurs et des superviseurs) et d'établir une feuille de route et un calendrier de travail pour la suite des travaux. Par la suite, la Direction générale a poursuivi ses interventions pour l'exploitation des

données (consommation des ménages) dans les autres pays, Burkina Faso, Mali, Sénégal et Togo. Rappelons que la Côte d'Ivoire n'a pas pu réaliser la phase 3.

77. Dans tous les Etats concernés, les experts ont assisté les responsables nationaux dans la finalisation du traitement des données, la production des tableaux et l'élaboration d'une proposition de plan d'analyse. Un atelier de traitement des données a eu lieu à Bamako en novembre 2004. Cet atelier a permis de retenir une méthode harmonisée d'estimation des dépenses annuelles et la constitution des fichiers de travail pour la tabulation. Par ailleurs, un plan d'analyse pour les modules sur la Gouvernance, la Démocratie et la pauvreté subjective a été proposé. Les rapports nationaux sur les résultats de la phase 3 et des modules seront publiés au cours du premier trimestre 2005.

### **3.1.6.1.2 Autres appuis à la réalisation des enquêtes sur les dépenses des ménages**

78. A la demande des Etats membres, la Direction générale a apporté des appuis méthodologiques à la préparation, à la réalisation et au traitement des enquêtes sur les dépenses des ménages et sur le secteur informel. Ainsi :

79. Dans le cadre de la mise en place de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) au **Gabon**, AFRISTAT a appuyé la Direction générale de la statistique et des études économiques (DGSEE) dans le traitement des données de l'enquête sur les dépenses des ménages de Libreville. L'évaluation de la qualité des données saisies, leur apurement et le transfert des thèmes images des questionnaires en fichiers SPSS ont été effectués. L'appui a également porté sur l'exploitation, la définition des thèmes d'analyses et le calcul des coefficients de pondération pour l'indice des prix à la consommation.

80. Au **Congo**, dans le cadre de la préparation de l'enquête congolaise auprès des ménages pour l'évaluation de la pauvreté (ECOM), AFRISTAT a apporté un appui dans la réalisation des travaux méthodologiques de l'enquête. L'appui a consisté à revoir les différents questionnaires, la nomenclature de consommation, le manuel de l'enquêteur, la mise à jour de la base de sondage et le plan de tirage de l'échantillon ainsi que le plan d'analyse. Sur le plan informatique, un calendrier précis des actions qui vont de la collecte à l'analyse des données a été élaboré. Les masques de saisie des données ont été finalisés à l'aide du logiciel Cspro.

81. L'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED) du **Tchad** a bénéficié de l'assistance d'AFRISTAT dans l'évaluation de la qualité des données de l'enquête sur la consommation et le secteur informel (ECOSIT 2). Cette évaluation a révélé une mauvaise identification des ménages. Des procédures de récupération des données perdues ont été mises en place. L'apurement des données du premier passage consistant en l'identification des ménages et le contrôle des différentes exhaustivités (ménages, questionnaires et lignes dans les questionnaires, validités des codes avec un accent particulier sur les questionnaires démographiques) a pu démarrer.

82. En **Guinée Equatoriale**, AFRISTAT a appuyé l'INS dans l'élaboration d'un protocole d'enquête nationale pour l'évaluation de la pauvreté et examiner les conditions et modalités de l'extension du champ de l'indice des prix à la consommation.

83. Dans le cadre de sa collaboration avec le **Partenariat pour le Développement Municipal** (PDM), AFRISTAT a participé à l'élaboration des documents techniques des études ECOLOC, notamment la méthodologie des comptes locaux et les guides des enquêtes ECOLOC. Cette collaboration s'est poursuivie avec la participation aux séminaires régionaux de formation à la démarche ECOLOC organisés par le PDM. Le dernier séminaire du genre a eu lieu à Ouagadougou en avril 2004. AFRISTAT a assuré la session portant sur la collecte des données notamment la méthodologie et le dispositif des enquêtes 1-2-3. En outre, AFRISTAT a apporté son appui à la réalisation des enquêtes 1-2-3 dans les villes de Koudougou et de Banfora au **Burkina Faso**. Une mission d'appui à l'apurement et au traitement des données a eu lieu à Ouagadougou en décembre 2004. Cet appui devrait se poursuivre avec la réalisation de l'enquête à Banfora.

### **3.1.6.2 Activités liées au programme régional d'appui au suivi des DSRP/OMD**

84. Les activités portant sur l'appui aux Etats membres dans la mise en place de systèmes d'information pour le suivi des stratégies de réduction de la pauvreté se sont essentiellement traduites par le démarrage effectif de la mise en œuvre du Programme d'appui au suivi des DSRP et des OMD dans une vingtaine de pays d'Afrique subsaharienne, financé par le PNUD.

85. Au cours de l'année 2004, après la prise de service des experts, un important travail de centralisation de la documentation a été réalisé. Il s'est essentiellement agi de collecter et d'exploiter les DSRP ou Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP), les DCPE (Documents cadres de politique économique), les PNLP (Programmes nationaux de lutte contre la pauvreté), les PNDS (Plans nationaux pour le développement de la statistique), les BCP/CCA (Bilans communs des pays), les UNDAF (Plans cadres des Nations unies pour l'aide au développement), les Schémas directeurs de la statistique, les rapports nationaux sur le Développement humain durable (DHD), les annuaires statistiques sectoriels, les rapports de mise en œuvre des DSRP/CSLP. Cette compilation documentaire a servi de base de travail à la réalisation de l'état des lieux sur l'architecture des systèmes d'information des SRP (stratégie de réduction de la pauvreté) des pays bénéficiaires du projet.

86. Ce document sur l'état des lieux des architectures des systèmes d'information constitue l'élément central en vue de l'élaboration du cadre de référence et du support méthodologique minimum commun pour l'architecture des systèmes d'information pour le suivi des DSRP et des OMD. Dans le cadre de cette activité, les termes de référence ont été élaborés et un consultant international a été recruté.

87. Actuellement, une base d'informations sur une vingtaine de pays a été constituée. Cette base contient la liste des indicateurs suivis par chaque pays, des informations sur le stade de réalisation et de mise en œuvre des DSRP, les domaines couverts par les DSRP complets ou intérimaires et l'état de réalisation des opérations de collecte dans les pays.

88. La principale difficulté constatée dans la mise en œuvre du programme réside dans le dysfonctionnement des points focaux des pays. Au démarrage du projet, le programme d'activités avait prévu de rendre opérationnel le réseau des points focaux (représentations du PNUD et

administrations des pays) afin de faciliter la collecte des documents. Cette action n'a pas encore pu se réaliser.

89. Au **Mali**, AFRISTAT a poursuivi son soutien aux travaux relatifs au CSLP. Cet appui a contribué à la finalisation de la liste des indicateurs pour le suivi du CSLP et l'élaboration du deuxième rapport de mise en œuvre du CSLP.

### **3.1.6.3 Amélioration des statistiques sur le marché du travail**

90. L'amélioration de la capacité des Etats, des partenaires sociaux et des institutions nationales des pays africains dans la collecte, le traitement, l'analyse et la dissémination réguliers des données statistiques sur le marché du travail et le suivi de la pauvreté est l'objet d'un projet pilote financé par l'ACBF et le BIT qui couvre les pays suivants : **Cameroun, Mali, Nigeria, Ouganda et Zambie**.

91. Les activités au cours de l'année 2004 ont porté sur la mise en place du cadre et des moyens de travail, notamment le recrutement du personnel. Le projet a tenu la deuxième réunion de son comité de pilotage et arrêté un programme d'activités. Les actions entreprises en 2004 visaient à établir une évaluation de l'état des lieux des systèmes d'information sur le marché du travail des différents pays appuyés.

### **3.1.7 Appui à la diffusion de l'information statistique**

#### **3.1.7.1 Installation des sites Internet des INS des Etats membres**

92. Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante « Diffusion de l'information » du Fonds de solidarité prioritaire "Renforcement des capacités statistiques" financé par la coopération française, la Direction générale a poursuivi l'assistance technique aux Etats membres pour le développement et la mise en ligne de sites Internet autonomes dans les INS. Les pays avaient été répartis en deux groupes. Le premier groupe comprenant le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Mali et le Sénégal a été doté de sites qui sont en ligne depuis la fin du premier trimestre 2004. A ce groupe, il faut ajouter le Cap-Vert et la Mauritanie qui disposaient déjà de leurs sites.

93. Au cours de l'année 2004, les travaux pour le développement puis la mise en ligne des sites des autres pays (Centrafrique, Congo, Guinée, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Niger, Tchad, Togo) ont pratiquement été menés à leur terme. Au 31 décembre 2004, 14 sites étaient déjà en ligne. Il est prévu que l'ensemble des 17 sites soit mis en ligne à la fin janvier 2005.

94. La consultation des sites du premier groupe a révélé que les INS ne mettaient pas régulièrement à jour leur site Internet. Certains INS ont connu des difficultés pour se connecter à Internet et faire les mises à jour nécessaires. Ceci ne justifie pas les retards dans l'actualisation des informations. Une plus forte implication des responsables des INS s'avère nécessaire ; AFRISTAT est prêt à jouer le rôle de relais dans les cas où des difficultés techniques empêchent les équipes des pays à réaliser les mises à jour. Par ailleurs, une formation supplémentaire à la gestion des sites devra être organisée par AFRISTAT et offrira l'occasion de trouver ensemble les solutions adaptées à la situation de chaque pays.

### **3.1.7.2 Mise en place d'outils de suivi et d'évaluation de la pauvreté**

95. Sur financement du Secrétariat permanent du DSRP de **Guinée**, AFRISTAT a signé un contrat de prestations de services avec le Secrétariat permanent de la stratégie de réduction de la pauvreté pour la mise en place des outils de suivi et évaluation des politiques de réduction de la pauvreté que sont la 2gLDB et la Databank. AFRISTAT a appuyé l'INS pour la définition des besoins à satisfaire pour la mise en place des outils.

96. Initiés depuis 2002 grâce au financement du SCAC de Dakar, les travaux pour la mise en place d'un système cohérent et structuré de bases de données se sont poursuivis au Sénégal selon le calendrier prévu. En 2004, ils ont permis de contribuer à l'élaboration d'un plan d'actions prioritaires à la Direction de la prévision statistique pour la réhabilitation du réseau informatique. Il convient d'indiquer que la convention de financement qui expirait en septembre 2004 a fait l'objet, à la demande de toutes les parties, d'une prolongation jusqu'au 30 octobre 2005. A travers cette convention AFRISTAT apporte une expertise et supervise l'ensemble des opérations dans le domaine de l'informatique, des bases de données et de la diffusion de la Direction de la prévision et de la statistique.

### **3.1.7.3 Documentation**

97. A la demande de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du Burkina Faso, la documentaliste a effectué une mission d'assistance technique pour l'organisation du centre de documentation et l'archivage des données.

98. Cette mission a permis de faire l'état des lieux de la documentation de l'Institut et de proposer une politique d'acquisition, de traitement et de conservation des documents dans l'optique d'une meilleure diffusion de l'information.

## **3.2 Appui aux systèmes statistiques nationaux d'Etats non membres d'AFRISTAT**

### **3.2.1 Appui institutionnel**

99. Au **Burundi** et avec l'appui financier du PNUD, AFRISTAT a élaboré des textes réorganisant le système statistique. Il s'agit d'un projet de loi statistique, d'un projet de décret portant composition, attributions et fonctionnement d'un Conseil national de l'information statistique, d'un projet de décret portant réorganisation de l'INS et d'une proposition de statut du personnel dudit institut. Ces différents projets de textes ont fait l'objet d'un atelier de validation.

### **3.2.2 Comptabilité nationale et prix**

100. Dans le cadre d'un protocole d'accord signé avec le Secrétariat exécutif de la CEDEAO pour l'harmonisation des statistiques nécessaires à la surveillance multilatérale, AFRISTAT a appuyé les systèmes statistiques nationaux des Etats non membres de l'UEMOA pour l'amélioration de leurs comptes nationaux et de leurs indices des prix à la consommation. En matière de prix, les travaux réalisés par AFRISTAT au **Liberia et en Sierra Léone** ont permis de passer d'un indice de prix à la consommation selon la nomenclature à 10 fonctions à un indice comprenant 12 fonctions et de faire des propositions d'amélioration de la qualité. Les travaux de mise en œuvre de la méthodologie « PIB

plus comparables » sont en cours dans les Etats concernés avec l'assistance technique d'AFRISTAT. Deux réunions techniques ont été organisées par la CEDEAO en vue de faire le point des travaux et de dégager des perspectives.

101. Dans le cadre du Programme de mobilisation des capacités nationales pour la lutte contre la pauvreté (CAPNAT), financé par la France, en sa composante 3 relative à la réhabilitation du système statistique de la **République Démocratique du Congo**, le projet de refonte de l'indice des prix à la consommation à Kinshasa a été l'objet de l'assistance technique d'AFRISTAT.

### **3.2.3 Appui à la réalisation des enquêtes auprès des ménages et à la mise en place de systèmes d'information pour le suivi des DSRP et des OMD**

102. Action inscrite au CAPNAT, AFRISTAT a appuyé l'INS de **République Démocratique du Congo** dans la réalisation de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages à Kinshasa (enquête 1.2.3) : l'écriture des masques de saisie adaptés aux questionnaires des trois phases et la formation des cadres informaticiens locaux au maniement du logiciel pour la saisie et l'apurement des données ont notamment été réalisées.

103. AFRISTAT a été sollicité au cours de l'année 2004 par le Bureau résident du PNUD à **Sao Tomé et Príncipe** pour apporter son assistance technique dans la réalisation d'une enquête auprès des ménages que prépare ce pays. Les objectifs de l'enquête sont i) la mise à jour des coefficients de pondération de l'indice de prix à la consommation et ii) l'évaluation de la pauvreté. Une première mission technique a eu lieu en septembre 2004 et a permis de finaliser les documents méthodologiques de l'enquête. Les échanges sont cours avec le PNUD – Sao Tome pour la finalisation des termes de référence et une proposition budgétaire pour l'intervention d'AFRISTAT.

104. Dans le cadre d'un contrat de services financé par le bureau du PNUD du **Burundi**, AFRISTAT a appuyé la mise en place d'un système de suivi du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP).

105. Les travaux effectués depuis avril 2004 par les experts d'AFRISTAT, portent sur l'organisation du système d'information de suivi et évaluation des objectifs fixés par le CSLP et les OMD et sur la liste des indicateurs de suivi pour lesquels les sources ont été appréciées sur le plan des capacités institutionnelles de même que la fréquence et le niveau de désagrégation des indicateurs. L'étape finale de cette phase de l'intervention d'AFRISTAT sera la restitution en atelier (prévu en janvier 2005) des résultats de la mission de consultation. Pour cet atelier, deux rapports portant respectivement sur : i) une proposition d'un système d'information pour le suivi des stratégies de réduction de la pauvreté (SIRP) ; ii) l'actualisation du diagnostic de la pauvreté sous-tendant la liste des indicateurs pour le suivi du CSLP et des OMD feront l'objet d'une approbation. Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ce projet résident dans la mise à disposition tardive des fonds, ce qui a entraîné une déprogrammation temporaire des activités.

## **4 ETAT DE LA COOPERATION AVEC LES BAILLEURS DE FONDS ET PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS**

106. La Direction générale a développé ou renforcé au cours de l'année 2004 ses liens de coopération et de partenariat avec plusieurs bailleurs de fonds et partenaires au développement. Les apports dont a bénéficié AFRISTAT ont permis de réaliser plusieurs actions conformes à celles préconisées par le PROSMIC.

### **4.1 Coopération française**

#### **4.1.1 Fonds de solidarité prioritaire pour le renforcement des capacités statistiques**

107. En mai 2002, le Ministère français des Affaires étrangères et AFRISTAT ont signé dans le cadre du dispositif français « Fonds de solidarité prioritaire (FSP) » une convention de subvention au titre de la période 2002-2004 portant sur un appui au renforcement des capacités statistiques d'AFRISTAT et de ses Etats membres. Cette convention, qui vient en complément de l'effort d'AFRISTAT, était destinée à la conduite de l'étude « AFRISTAT après 2005 » et au renforcement des capacités statistiques de 17 Etats membres dans trois domaines : (i) Suivi des conditions de vie des ménages, (ii) Suivi de la conjoncture et de la prévision économiques, et (iii) Diffusion de l'information statistique. Au cours de l'année 2004, les activités suivantes ont été menées :

- deux séminaires portant sur le suivi de la conjoncture et la prévision économiques au profit de chaque zone d'intégration (Afrique de l'ouest et Afrique centrale) ;
- le traitement de l'enquête sur le secteur informel et la consommation dans les principales agglomérations de sept Etats membres de l'UEMOA ;
- la création et la mise en ligne des sites Internet autonomes des INS ;
- la préparation des candidats aux concours ITS et ISE.

Cette convention a fait l'objet d'une prorogation pour l'année 2005. Les activités envisagées sont :

- la formation de deux experts d'AFRISTAT et 4 cadres des INS (Burkina, Cameroun, Sénégal et Tchad) en techniques de micro-simulation pour l'analyse de la pauvreté ;
- un séminaire sur l'analyse conjoncturelle pour les Etats membres de la CEMAC ;
- un séminaire de formation à l'élaboration des comptes provisoires ;
- un financement complémentaire au FSP « Préparation aux concours ITS/ISE » ;
- l'appui à l'amélioration du circuit de collecte de l'information et la mise en forme des données en vue de leur mise à jour effective sur les sites Internet des Etats membres. AFRISTAT fera aussi appel à un consultant pour la mise en ligne sur son site du répertoire de consultants.

#### **4.1.2 Convention de prestations à bon de commande**

108. Au cours de l'année 2004, le Ministère français des Affaires étrangères et AFRISTAT ont signé une convention de prestations à bon de commande dont les termes prévoient l'exécution de

prestations d'appui au renforcement des capacités des pays d'Afrique subsaharienne. Dans le cadre de cette convention, les services de Coopération et d'Action culturelle (SCAC) des ambassades de France à Libreville, à Dakar, à Nouakchott, à N'Djaména et à Kinshasa ont sollicité AFRISTAT pour réaliser un certain nombre d'actions au profit des INS du **Gabon**, de la **Mauritanie**, du **Sénégal**, du **Tchad** et de la **République démocratique du Congo (RDC)**.

#### **4.2 Partenariat avec la Commission de l'UEMOA**

109. Outre les relations régulières qu'AFRISTAT entretient avec la Commission de l'UEMOA sur la mise en œuvre des actions dans les domaines prioritaires du PROSMIC, l'Observatoire a poursuivi et clôturé l'exécution des volets « Comptabilité nationale », « Secteur informel » et « Prix en Guinée Bissau » du PARSTAT, objet du contrat de subvention 01/DPE/2001 arrivé à son terme le 31 décembre 2003. Un rapport d'exécution de ce programme a été présenté en 2004 et a été adopté par la Commission de l'UEMOA et la Commission européenne, principal bailleur de fonds. AFRISTAT a alors procédé à la clôture définitive de ce projet. En terme de résultats, six des huit Etats concernés ont amorcé la rénovation de leurs comptes nationaux, les comptables nationaux ont été formés aux SCN93 et chaque Etat, à l'exception de la Guinée Bissau, dispose de données sur le secteur informel urbain. La Guinée Bissau dispose d'un indice harmonisé des prix à la consommation. AFRISTAT a animé, au cours de l'année 2004, un atelier régional de validation des résultats des phases une et deux des enquêtes 1.2.3.

110. Il faut souligner qu'il n'existe pas encore de document cadre précisant les modalités de coopération avec la Commission de l'UEMOA.

#### **4.3 Coopération avec le PNUD**

111. Initié en fin d'année 2002 par le PNUD et AFRISTAT, le programme régional d'appui au suivi des DSRP et des indicateurs des OMD a démarré effectivement ses activités en fin 2003 avec la signature du contrat. D'un montant global de 963 035 dollars américains, ce projet couvre une vingtaine de pays africains francophones dont tous les Etats membres d'AFRISTAT et a pour objectif général d'apporter un appui aux Etats dans la construction de systèmes d'information cohérents et efficaces permettant de répondre aux besoins de production et d'analyse d'indicateurs pertinents pour le suivi et évaluation des DSRP et des OMD.

112. Au titre de l'année 2004, les principales activités réalisées ont essentiellement porté sur la mise en place de l'équipe des experts, l'établissement de l'état des lieux et le recrutement des consultants pour l'élaboration du cadre de référence.

113. Par ailleurs, les missions résidentes du PNUD à **Sao Tome et Principe** et au **Burundi** ont signé des contrats de services pour appuyer les gouvernements respectifs de ces deux pays dans le renforcement de leurs systèmes statistiques nationaux.

#### **4.4 Appui du Fonds monétaire international**

114. Le Fonds monétaire international (FMI) a confié, en juillet 2002, à AFRISTAT le suivi de la mise en œuvre du SGDD dans les Etats membres de l'UEMOA. Ce contrat a été renouvelé en avril 2004 pour une durée d'un an. La couverture géographique a été étendue, en plus des Etats de l'UEMOA, à la Guinée et à la Mauritanie. L'appui à l'élaboration des comptes nationaux constitue le domaine principal d'intervention, conséquence directe de la clôture du PARSTAT en fin décembre 2005.

#### **4.5 Fonds de développement institutionnel de la Banque mondiale**

115. AFRISTAT bénéficie d'un don de la Banque mondiale d'un montant de 410 000 US\$ pour la mise en place des outils de suivi et d'évaluation de la pauvreté à AFRISTAT et dans trois Etats membres pilotes. Les objectifs spécifiques du projet sont la mise en place de la 2gLDB, base de données d'indicateurs socio-économiques, dans les Etats, la mise en place et la gestion régulière de la DataBank, entrepôt de données d'enquêtes à AFRISTAT. Des travaux de calcul de lignes de pauvreté et d'établissement de cartographie de la pauvreté sont également prévus. Des formations seront dispensées tout au long des travaux. Les actions ont commencé en décembre 2004 et doivent se dérouler jusqu'en décembre 2006.

#### **4.6 Partenariat ACBF/BIT/AFRISTAT : Mise en œuvre du Projet d'amélioration des statistiques sur le marché du travail**

116. L'objectif général de ce projet, financé par l'African Capacity Building Foundation (ACBF), est de contribuer au renforcement des systèmes d'information sur le marché du travail pour le suivi de la pauvreté en Afrique. Dans l'immédiat, le projet vise l'amélioration de la capacité des Etats, des partenaires sociaux et des institutions nationales des pays concernés dans la collecte, le traitement, l'analyse et la dissémination réguliers des données statistiques sur le marché du travail et le suivi de la pauvreté. La phase pilote du projet couvre les pays suivants : **Cameroun, Mali**, Nigeria, Ouganda et Zambie.

#### **4.7 Coopération avec la CEDEAO**

117. Dans le cadre de la surveillance multilatérale, le Secrétariat exécutif de la CEDEAO a entrepris l'harmonisation des statistiques nécessaires au calcul des critères de convergence économique. A partir de l'audit des comptes nationaux et des indices des prix à la consommation des pays non membres de l'UEMOA mené par AFRISTAT en 2001, le Secrétariat Exécutif a mis en place un projet dénommé ECOSTAT. Celui-ci a pour objectifs : i) à court terme, l'amélioration de la comparabilité des PIB et l'adoption de la nomenclature COICOP à 12 fonctions dans tous les Etats membres de la CEDEAO ; ii) l'amélioration de l'Indice de Prix à la Consommation (IPC) des Etats tels que la Gambie, le Liberia et la Sierra Leone ; iii) l'élaboration d'un programme d'harmonisation à moyen terme des IPC et des comptes nationaux de tous les Etats membres. Pour la mise en œuvre de ce projet, AFRISTAT a signé en janvier 2004 un protocole d'accord avec le Secrétariat Exécutif de

la CEDEAO pour jouer le rôle de consultant international. La mise à disposition tardive des fonds du projet à AFRISTAT par la CEDEAO a entraîné un retard dans la mise en œuvre des activités.

118. Il n'existe pas encore de document cadre précisant les modalités de coopération avec le Secrétariat exécutif de la CEDEAO.

#### **4.8 Initiative de la Division des statistiques des Nations unies (DSNU) pour la rédaction d'un manuel d'analyse de la pauvreté en Afrique**

119. La Division des statistiques des Nations unies (DSNU) est engagée avec la CEDEAO dans la rédaction d'un manuel d'analyse de la pauvreté en Afrique. AFRISTAT a été approché dans ce sens par la DSNU et est impliqué dans la rédaction du chapitre 3 de ce manuel, relatif à la pratique de l'analyse de la pauvreté. Au cours de l'année 2004, AFRISTAT a participé à un atelier régional sur la question à Abuja et a préparé un projet de plan annoté qui a été soumis au point focal à la DSNU.

#### **4.9 Partenariat avec d'autres institutions et organismes**

120. AFRISTAT a développé d'importantes activités au cours de l'année 2004 avec les partenaires tels que DIAL, le PDM (appui institutionnel et conduite d'enquête), Paris21 (renforcement des capacités statistiques) et l'INSEE.

121. DIAL et AFRISTAT ont poursuivi leur coopération pour la réalisation, le traitement et l'analyse des enquêtes 1.2.3. Le PDM a continué à bénéficier de l'appui technique d'AFRISTAT dans le cadre du renforcement institutionnel et la réalisation d'études, notamment les enquêtes auprès des ménages.

122. AFRISTAT participe désormais à la rédaction et à la publication de la revue STATECO avec l'INSEE et DIAL. AFRISTAT contribuera à la diffusion de la revue en faisant la distribution directe d'exemplaires supplémentaires aux Etats membres. Le format électronique du numéro 98 a été posté sur le site Internet d'AFRISTAT et il est prévu d'y inclure une sélection d'articles parus dans STATECO au cours des dix dernières années.

123. Le premier comité de rédaction conjoint de la revue « nouvelle formule » s'est déroulé le 20 octobre dans les locaux de DIAL (Paris) et avait pour objectif principal de fixer le sommaire des prochains numéros et la fréquence de parution. Le sommaire indicatif du N°99 à paraître en juin 2005 sera centré sur les réalisations des enquêtes 1-2-3 conduites dans le cadre du PARSTAT. Il abordera les aspects suivants : i) méthodes et résultats comparatifs des enquêtes 1-2-3 menées entre 2001 et 2004 dans les capitales économiques de sept états de l'UEMOA ; ii) Stratégies de développement des comptes nationaux (dont l'harmonisation des PIB) dans ces états à l'aide notamment du module ERETES.

124. Il est attendu que les relations avec ces partenaires se renforcent au cours des prochaines années.

**Annexes**

**Annexe1 : Mise en œuvre du SCN93 dans les Etats membres d'AFRISTAT en 2004**

Etats membres	Année de base des comptes		Dernière Année de comptes		Mise en œuvre du SCN93
	Réalisés	En cours	Réalisés	En cours	
<b>Bénin</b>	Comptes 1999			Comptes 2000	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants.
<b>Burkina Faso</b>	Comptes 1999			Comptes 2000	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants.
<b>Cameroun</b>	Comptes 1989/90		Comptes 1999/2000	Comptes 2000/2001	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) élaboré.
<b>Cap-Vert</b>		Comptes 2002	Comptes 2002	Comptes 2003	En cours
<b>Centrafrique</b>	Comptes 1988		Comptes 1995		Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) élaboré.
<b>Comores</b>					
<b>Congo</b>					
<b>Côte d'Ivoire</b>	Comptes 1996		Comptes 2000	Comptes 2001	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) élaboré.
<b>Gabon</b>		Comptes 2001			Néant
<b>Guinée</b>					
<b>Guinée Bissau</b>					
<b>Guinée Equatoriale</b>					
<b>Mali</b>	Comptes 1997		Comptes 1998	Comptes 1999	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) élaboré.
<b>Mauritanie</b>	Comptes 1998		Comptes 1999	Comptes 2000	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) élaboré.
<b>Niger</b>	Comptes 2000			Comptes 2001	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) élaboré.
<b>Sénégal</b>		Comptes 1999	Comptes 2003		Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants.
<b>Tchad</b>					
<b>Togo</b>	Comptes 2000				Néant



**Annexe 2 : Tableau-résumé des réalisations pour 2004**

Actions	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre	Inscription au programme d'activité 2004
<b>ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL</b>			
Organiser les réunions statutaires d'AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tenue effective des réunions du Conseil des ministres, du Comité de direction et du Conseil scientifique</li> </ul>	- Action réalisée	- Action prévue
Elaborer un mécanisme de suivi de la mise en œuvre du PROSMIC et des nomenclatures	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une liste d'indicateurs de suivi est élaborée sur la base des objectifs définis dans le PROSMIC. Cette liste est mise à la disposition des Etats</li> </ul>	- Action non réalisée	- Action prévue
Evaluation la mise en oeuvre à mi-parcours du PROSMIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport d'évaluation</li> </ul>	- Action réalisée	- Action prévue
Améliorer l'accès et la convivialité du site Internet AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lisibilité du site améliorée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouvelle présentation en ligne</li> <li>- Mise à jour et amélioration continue</li> </ul>	- Action non prévue
Conduire l'Enquête annuelle sur les INS pour l'année 2003	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les résultats de l'enquête pour l'année 2003 sont publiés</li> </ul>	- Action réalisée mais résultats non disponibles	- Action prévue
Etablir un répertoire d'experts	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Répertoire établi</li> </ul>	- Plus de 60 experts potentiels font partie du répertoire.	- Action prévue
Etablir un utilitaire pour la gestion des missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion des demandes de mission et archivage des rapports de mission</li> </ul>	- La gestion régulière est faite à partir de la base de données	- Action non prévue
Etablir un utilitaire pour la gestion et le suivi du courrier	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi plus efficace du courrier à l'arrivée et au départ</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Utilitaire réalisé et testé.</li> <li>- Mise en service prévue pour janvier 2005</li> </ul>	- Action non prévue

Actions	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre	Inscription au programme d'activité 2004
Assurer la formation continue du personnel d'AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un plan de formation est établi pour l'ensemble du personnel</li> <li>Plusieurs experts envoyés en formation sur des questions statistiques ou de développement d'actualité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Besoins en formation identifiés</li> <li>2 experts ont suivi une formation poussée au système ERETES</li> <li>3 experts ont suivi une formation avancée pour la création de sites Internet.</li> </ul>	- Action prévue
Séminaire international sur la gouvernance et la démocratie au Mali	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser en collaboration avec l'IRD, METAGORA (PARIS21) le séminaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Séminaire tenu à Bamako</li> <li>Actes du colloque publiés</li> </ul>	- Action non prévue
Cours de statistiques agricoles a l'ENSEA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cours préparés et dispensés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cours préparés et dispensés</li> </ul>	- Action non prévue
Activités liées a la parution de STATECO	<ul style="list-style-type: none"> <li>2 numéros de STATECO publiés par an</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation au comité de rédaction</li> <li>Diffusion sur le site d'AFRISTAT du N°98</li> <li>Préparation du sommaire du N°99</li> </ul>	- Action non prévue
Création du centre de recherche appliquée d'AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>Préparation de la création du centre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Principe de la création du centre admis par le CD</li> <li>Réunion entre DIAL et AFRISTAT pour la création du centre</li> </ul>	- Action non prévue
<b>Appui au PDM dans le cadre des études ECOLOC au Burkina Faso</b>			
Appui a la conception et la mise en œuvre des enquêtes 1-2-3 dans 2 villes du Burkina	Enquêtes 1-2-3 conçues, réalisées, traitées dans les villes de Koudougou et Banfora au Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> <li>Enquêtes réalisées dans les 2 villes ;</li> <li>Traitement en cours avec l'appui d'AFRISTAT.</li> </ul>	- Action prévue

Actions	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre	Inscription au programme d'activité 2004
<b>APPUIS AUX SSN ET AUX INSTITUTIONS SOUS-REGIONALES D'INTEGRATION ECONOMIQUE</b>			
<b>Renforcement institutionnel</b>			
Appui à la réorganisation du système statistique du Burundi	<ul style="list-style-type: none"> <li>Loi statistique et ses textes d'application</li> </ul>	- Activité réalisée	- Action non prévue
Exécuter le volet statistique du CAPNAT au Congo (RD)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuis multi-sectoriels réalisés (mise en place du projet CAPNAT, démarrage effectif des activités, etc.)</li> </ul>	- Missions effectuées sur la mise en place du dispositif d'enquête 1-2-3 et la rénovation de l'indice des prix de Kinshasa	- Action prévue
Mettre en œuvre les projets d'amélioration du SGDD	<ul style="list-style-type: none"> <li>Projets d'amélioration réalisés</li> </ul>	- Action réalisée (permanente)	- Action prévue
<b>Comptabilité nationale</b>			
Implanter ERETES dans les Etats membres de l'UEMOA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Année de base des comptes nationaux élaborés pour tous les pays</li> <li>Année courante élaborée pour tous les pays</li> </ul>	- Action réalisée pour les Etats de l'UEMOA (cf. annexe 1) non compris la Guinée Bisau	- Action prévue
Implanter ERETES dans les autres Etats	<ul style="list-style-type: none"> <li>Missions d'évaluation effectuées dans deux pays</li> <li>Installation dans un pays</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuite des travaux d'implantation au Gabon et en Mauritanie</li> <li>Implantation en cours au Cap-Vert</li> </ul>	- Action prévue
<b>Conjoncture et prévision économiques</b>			
Organiser chaque semestre deux séminaires pour l'Afrique de l'Ouest et la CEMAC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Séminaires organisés</li> </ul>	- Action réalisée	- Action prévue

Actions	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre	Inscription au programme d'activité 2004
<b>Statistiques d'entreprises</b>			
Développement d'outils informatiques adaptables aux dispositifs des Etats membres dans les domaines du répertoire, du traitement des déclarations administratives et des enquêtes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cadre harmonisé de traitement des statistiques d'entreprises élaboré</li> <li>• outil de saisie et de traitement des déclarations statistiques et fiscales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une première ébauche d'un document décrivant l'architecture générale d'un système structuré de statistiques d'entreprises ;</li> <li>- outil de saisie et de traitement des déclarations statistiques et fiscales : le cahier détaillé des spécifications sera rédigé en 2005 et le développement informatique fera l'objet d'un arbitrage entre une solution interne et le recours à un prestataire de services</li> </ul>	- Action prévue
Appui au Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Mauritanie, du Tchad et du Togo	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à l'organisation et la mise en place d système structuré de statistiques d'entreprises</li> <li>• Appui à la production de l'indice de la production industrielle</li> <li>• Appui à la mise en place d'applications informatiques pour d'immatriculation des entreprises et pour le traitement des indices des prix.</li> </ul>	- Activités non encore réalisées	- Action prévue
<b>Statistiques des prix</b>			
Appui à la collecte et au traitement des statistiques des prix en Guinée	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indice des prix de Conakry amélioré et harmonisé avec ceux des pays de l'UEMOA</li> </ul>	- Nouvel indice amélioré et calculé selon la nomenclature à 10 fonctions de consommation (COICOP)	- Action prévue
Appui à la collecte et au traitement des statistiques des prix au Gabon	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Harmonisation de l'indice des prix du Gabon selon la méthodologie adoptée par la CEMAC</li> </ul>	- Processus en cours avec le calcul de la structure des dépenses des ménages selon la nomenclature d'analyse de la COICOP à 10 et à 12 fonctions	- Action prévue

Actions	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre	Inscription au programme d'activité 2004
Suivi de l'IHPC dans les Etats membres de l'UEMOA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer la qualité de l'IHPC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en conformité de l'IHPC avec la nomenclature COICOP à 12 fonctions ;</li> <li>- l'élaboration d'un bulletin mensuel de suivi des recommandations et règlements relatifs à l'IHPC ;</li> <li>- la prise en compte de la Guinée-Bissau dans le calcul de l'IHPC régional ;</li> <li>- le recrutement par la Commission de consultants indépendants pour la réalisation de l'étude sur les déterminants de l'inflation et pour l'élaboration d'un protocole d'enquête standard de budget et de consommation des ménages dont la réalisation permettra de changer la base de l'IHPC.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action prévue</li> </ul>
Coopération avec la CEDEAO dans le cadre de l'harmonisation des indices des prix	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Harmoniser les indices des prix des pays de la CEDEAO hors UEMOA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 réunions régionales ;</li> <li>- 2 missions d'appui en Sierra Leone et au Libéria</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action prévue</li> </ul>
<b>Enquêtes auprès des ménages</b>			
Assister les INS en cours de programme d'enquêtes sur les dépenses des ménages, notamment appui à l'analyse de l'enquête auprès des ménages du Cap Vert	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui apporté aux autres Etats sur leur demande</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance apportée au Cap-Vert dans le cadre d'un atelier d'orientation méthodologique pour l'analyse des données de l'enquête sur les dépenses et les revenus des ménages</li> <li>- Assistance apportée au Gabon et au Congo</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action prévue</li> </ul>

Actions	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre	Inscription au programme d'activité 2004
<i>Activités connexes au PARSTAT, volet « secteur informel »</i>			
Finalisation des activités relatives au contrat de subvention du PARSTAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir tous les rapports et organiser l'atelier de validation institutionnelle selon les termes du contrat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Apurement complémentaire effectué ;</li> <li>Rapports nationaux sur les premiers résultats de la phase 2 rédigés par les Etats ;</li> <li>Rapports régionaux phases 1 et 2 rédigés ;</li> <li>Atelier de validation organisé et tenu.</li> </ul>	- Action prévue
Poursuite des activités de la phase 3 dans tous les pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>Compléter le dispositif des enquêtes 1-2-3 par la réalisation complète de la phase 3 dans tous les pays</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Travaux de terrains effectués dans tous les pays sauf la Côte d'Ivoire ;</li> <li>Apurement des données effectué ;</li> <li>Atelier de traitement et d'analyse des données réalisé.</li> </ul>	- Action prévue
Assister les Etats membres dans la conduite des enquêtes auprès des ménages	Assistance technique fournie pour la saisie et le traitement des données	Plusieurs missions réalisées : <ul style="list-style-type: none"> <li>au Gabon pour une assistance à la saisie et à l'apurement des données de l'enquête EDM</li> <li>au Tchad pour une assistance à la saisie et à l'apurement des données de l'enquête ECOSIT</li> </ul>	Action prévue

Actions	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre	Inscription au programme d'activité 2004
<i>Mise en place de système d'information pour le suivi des DSRP/OMD</i>			
Valorisation des informations fournies par l'assistance préparatoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluation des systèmes d'information dans les pays</li> </ul>	- Rapports assistance préparatoire	- Action prévue
Centralisation du maximum de documentations mobilisables	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constitution d'une base documentaire sur les DSRP, les rapports OMD, les SDS, les Bilans Communs des Pays, l'UNDAF.</li> </ul>	- Dossier par pays	- Action prévue
Collecte d'informations complémentaires à travers des missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribution à alimenter la connaissance sur l'état des lieux des systèmes d'information statistique</li> </ul>	- Rapports mission des experts dans 8 Etats (Burkina Faso, Burundi, Cap vert, Congo, Guinée, Mauritanie, Tchad et Togo)	- Action prévue
Réalisation de l'état des lieux sur l'architecture des systèmes d'information	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document état des lieux disponible</li> </ul>	- Document disponible	- Action prévue
Elaboration du cadre de référence et du support méthodologique minimum commun	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cadre de référence et support méthodologique disponibles</li> </ul>	- Non réalisée	- Action prévue
Recrutement d'un consultant international dans le cadre de la rédaction du Cadre de référence et le support méthodologique minimum commun	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cadre de référence et support méthodologique est validé lors au cours d'un atelier</li> </ul>	- Non réalisée	- Action prévue
Recrutement d'un consultant international dans le cadre de la conception d'une base de données type	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Architecture de la base de données conçue et validée</li> </ul>	- Non réalisée	- Action prévue
<i>Projet d'appui à la mise en place d'un système d'information sur la pauvreté au Burundi</i>			
Appuyer le Burundi dans le cadre de la conception et la mise en œuvre d'un système d'information pour le suivi du CSLP	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser le système d'information de suivi/évaluation de la pauvreté au Burundi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport d'évaluation du dispositif actuel et de ses améliorations pour la mise en œuvre d'un véritable système d'information sur les stratégies de réduction de la pauvreté (SIRP) ;</li> <li>- Rapport sur l'actualisation du diagnostic de la pauvreté (en cours)</li> </ul>	- Activité non prévue

Actions	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre	Inscription au programme d'activité 2004
Appuis techniques ponctuels au Burundi pour l'identification d'une liste consensuelle d'indicateurs et des métadonnées pour le suivi du CSLP intérimaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contribution à la définition d'une batterie d'indicateurs de suivi et évaluation du CSLP</li> </ul>	- Rapport de mission	- Activité non prévue
<i>Appuis techniques ponctuels au Mali pour la mise en œuvre du CLSP</i>			
Appuis techniques ponctuels au Mali pour l'identification d'une liste consensuelle d'indicateurs et pour la rédaction du second rapport de mise en œuvre du CSLP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contribution à : i) la définition d'une batterie d'indicateurs de suivi et évaluation du CSLP et ii) la rédaction du 2<sup>nd</sup> rapport de mise en œuvre du CSLP</li> </ul>	- Rapports de séminaire et atelier	- Action non prévue
<i>Appui à l'enquête congolaise auprès des ménages</i>			
Enquête congolaise auprès des ménages pour l'évaluation de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer la réalisation de l'ECOM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Documents techniques réalisés (questionnaires, manuels, nomenclatures, plan d'analyse) ;</li> <li>Mise à jour de la base de sondage.</li> </ul>	- Action prévue
<i>Appui à l'élaboration du projet d'enquête nationale pour l'évaluation de la pauvreté en Guinée Equatoriale</i>			- Action non prévue
Enquête nationale pour l'évaluation de la pauvreté en guinée Equatoriale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Préparer une méthodologie et un budget pour une enquête nationale pour l'évaluation de la pauvreté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une mission d'appui effectuée ;</li> <li>Documents méthodologiques produits</li> </ul>	- Action non prévue
<i>Appui à l'élaboration d'une enquête nationale budget-consommation auprès des ménages à Sao Tome et Principe</i>			
Enquête nationale budget-consommation à Sao Tome et Principe	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à l'élaboration d'un projet d'enquête budget-consommation et à la planification de l'opération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mission d'appui Méthodologique ;</li> <li>Elaboration de Termes de Références pour une intervention d'AFRISTAT.</li> </ul>	- Action non prévue
<i>Appui à la réalisation d'une enquête 1-2-3 à Kinshasa</i>			
Mise en place d'un dispositif d'enquête 1-2-3 à Kinshasa	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une enquête 1-2-3 à Kinshasa conçue, réalisée, traitée et analyse</li> </ul>	- Enquête réalisée, traitement et analyse en cours avec l'appui d'AFRISTAT	- Action non prévue

Actions	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre	Inscription au programme d'activité 2004
<i>Participation à l'initiative de la Division des Statistiques des Nations Unies (DSNU) pour la rédaction d'un manuel d'analyse de la pauvreté</i>			
Participation d'AFRISTAT à la rédaction d'un manuel d'analyse de la pauvreté en Afrique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Publication d'un manuel de référence pour l'analyse de la pauvreté en Afrique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation d'AFRISTAT à l'atelier régional ;</li> <li>Rédaction de chapitre 3 du manuel (stade de projet de plan annoté)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Action non prévue</li> </ul>
<i>Mise en œuvre du projet ACBF/BIT d'amélioration des statistiques sur le marché du travail</i>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Action prévue</li> </ul>
Etat des lieux des différents systèmes d'information sur le marché de l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>Situation des différents systèmes d'information sur le marché de l'emploi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etat des lieux de chacun des systèmes et recommandations sur les activités prioritaires à mener</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Action prévue</li> </ul>
Mise en place des composantes nationales du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cellules techniques nationales du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lancement des activités dans le différents pays</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Action prévue</li> </ul>
<b>Statistiques agricoles</b>			
Appui à la Mauritanie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui technique apporté à la Mauritanie pour la réalisation de l'enquête nationale sur le maraîchage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui au ministère du Développement rural pour l'évaluation de l'enquête pilote, la proposition d'une méthodologie pour l'enquête nationale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Action prévue</li> </ul>
Participation aux travaux du Bureau Central du Recensement Agricole (BCRA) du Mali	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recensement général agricole</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui apporté au ministère de l'Agriculture dans le cadre de l'organisation de l'apurement des données</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Action prévue</li> </ul>
Appui au mali pour une enquête test sur les paramètres du troupeau au Mali	<ul style="list-style-type: none"> <li>Enquête test réalisée et rapport publié</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les documents de travail ont été proposés et les fonds ont été mis à la disposition de Ministère de l'élevage pour une exécution de l'enquête sur le terrain au premier trimestre 2005</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Action prévue</li> </ul>

Actions	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre	Inscription au programme d'activité 2004
Appui au mali pour dans le cadre de l'enquête test sur l'estimation de la production maraîchère	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enquête test réalisée et rapport publié</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête réalisée et traitée et analysée ;</li> <li>- Rapport final en cours de validation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action prévue</li> </ul>
Appui au Bénin pour la mise en cohérence des données de statistiques agricoles issues de sources différentes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• évaluer la qualité des données de l'enquête de statistique agricole, mettre en place un processus d'augmentation de la fiabilité du dispositif de production des données</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une mission effectuée et rapport rédigé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action non prévue</li> </ul>
<b>Bases de données</b>			
Développer et mettre en place des sites Internet dans les INS des Etats membres	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sites Internet de tous les Etats membres en ligne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Au 31 décembre, 14 sites (sur un total de 17) sont accessibles en ligne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action prévue</li> </ul>
Apporter un appui à la Direction de la prévision et de la statistique du Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place d'un système cohérent et structuré de bases de données</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration d'un plan de réhabilitation du réseau informatique</li> <li>- Formation aux techniques statistiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action prévue</li> </ul>
Installer la 2gLDB au Cameroun, en Guinée, au Gabon en Mauritanie et au Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Installation de la 2gLDB</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action réalisée au Sénégal et en cours en Guinée</li> <li>- Au Cameroun, au Gabon et en Mauritanie, les travaux se dérouleront dans le cadre du projet IDF qui a été formellement accordé par la Banque mondiale à AFRISTAT en novembre 2004.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action prévue</li> </ul>
Optimisation de l'utilisation de la 2gLDB à AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les procédures de publication automatiques sont optimisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action en continue. Des actions complémentaires travaux se dérouleront dans le cadre du projet IDF.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action non prévue</li> </ul>
Installer la base de données sur les enquêtes auprès des ménages à la Direction générale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Base installée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les travaux se dérouleront dans le cadre du projet IDF.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action non prévue</li> </ul>
Assister les INS pour la résolution des problèmes informatiques rencontrés (traitement des enquêtes, questions relatives à CHAPO et à ERETES, etc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance apportée régulièrement aux Etats</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action réalisée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action prévue</li> </ul>

Actions	Résultats attendus	Etat de mise en œuvre	Inscription au programme d'activité 2004
<b>Publications, diffusion et documentation</b>			
Elaborer et mettre à disposition les produits suivants : - Une plaquette de présentation d'AFRISTAT - <i>La lettre d'AFRISTAT</i> (4 numéros) - <i>AFRISTAT Newsletter</i> (2 numéros) - un Cd-Rom de diffusion du Guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux pour les Etats membres d'AFRISTAT ; - un Cd-Rom des documents de l'étude "AFRISTAT après 2005" ; - un Cd-Rom et une publication papier du recueil des textes de base régissant l'activité statistique dans les Etats membres d'AFRISTAT ; - le rapport de l'enquête test sur la production maraîchère à Bamako ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Produits édités et diffusés</li> <li>• 4 numéros publiés et diffusés</li> <li>• 2 numéros publiés et diffusés</li> <li>• CD élaboré et diffusé</li> <li>• CD élaboré et diffusé</li> <li>• CD élaboré et diffusé</li> <li>• Rapport publié et diffusé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action réalisée</li> <li>- Action réalisée</li> <li>- Action réalisée</li> <li>- Action non réalisée</li> <li>- Action partiellement réalisée</li> <li>- Action non réalisée</li> <li>- Action non réalisée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actions prévues</li> </ul>
Assistance technique aux Etats membres pour la gestion du centre de documentation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance fournie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une mission a eu lieu au Burkina Faso et a proposé proposer une politique d'acquisition, de traitement et de conservation des documents pour une meilleure diffusion de l'information</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action non prévue</li> </ul>
Gestion courante des références bibliographique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Référence enregistrée dans la base de données bibliographique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action réalisée en continue</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action prévue</li> </ul>
Elaborer des catalogues thématiques de la documentation disponible	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Catalogues rédigés et mis à disposition</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action non réalisée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action prévue</li> </ul>